

N° DP 23/678

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN POUR LA LOCATION DE PONEYS PARC OLBIUS RIQUIER - COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'appel à candidature du 6 décembre 2022 relatif à l'occupation aux fins d'exploitation commerciale d'un emplacement de location de poneys et d'une buvette dans le Parc Olbius Riquier à Hyères-les-Palmiers,

VU le procès-verbal d'ouverture des plis du 17 janvier 2023,

VU l'arrêté du Président N°AP 23/20 en date du 6 mars 2023 portant composition de la commission d'attribution pour l'occupation aux fins d'exploitation commerciale dudit emplacement et son procès-verbal du 22 juin 2023,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à disposition un emplacement de 145 m², situé Parc Olibus Riquier à Hyères-les-Palmiers, destiné à une activité de location de poneys et buvette,

CONSIDERANT que les occupations du domaine public permettant une exploitation économique doivent faire l'objet d'une procédure de mise en concurrence,

CONSIDERANT que dans ce cadre, un appel à candidature relatif à l'occupation temporaire et l'exploitation économique d'une location de poneys et d'une buvette, situé dans le Parc Olibus Riquier à Hyères-les-Palmiers, a été publié sur le site internet de la Métropole le 6 décembre 2022,

CONSIDERANT que deux candidatures ont été reçues, conformément au procès-verbal d'ouverture des plis du 17 janvier 2023, et complétées dans les délais impartis,

CONSIDERANT que par procès-verbal en date du 22 juin 2023, la commission d'attribution de la convention d'occupation temporaire d'un emplacement destiné à exercer une activité de location de poneys et buvette, situé dans le Parc Olibus Riquier à Hyères-les-Palmiers, a proposé de retenir la candidature de Madame Valentine CARO au regard des moyens humains mis en œuvre et du montant de la redevance proposée,

CONSIDERANT que la mise à disposition porte uniquement sur le droit d'occuper un emplacement à des fins d'activité de location de poneys et buvette uniquement, pour une durée de cinq années, moyennant une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 8 000 € TTC par an, soumise à indexation annuelle, comme présenté dans le dossier de candidature,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition de l'emplacement de 145 m², situé Parc Olbius Riquier à Hyères-les-Palmiers, destiné à l'exercice d'une activité de location de poneys et buvette au profit de Madame Valentine CARO, pour une durée de cinq années, moyennant une redevance d'occupation de 8 000 € TTC par an.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget principal 2023 (et suivants), section de fonctionnement, chapitre n° 70, article n° 70323, opération 60107.

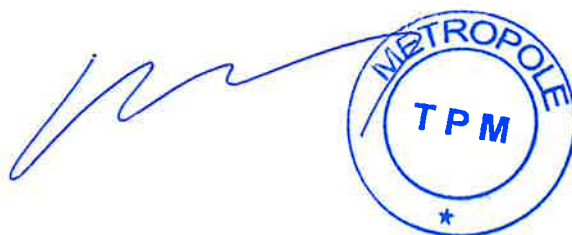
La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 JUL. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1000 1000 1000

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN
CONSENTIE A MADAME VALENTINE CARO
RELATIVE A LA LOCATION DE PONEYS
PARC OLBIUS RIQUIER
COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

Madame Valentine CARO, domiciliée 20, avenue de Gambetta, 83400 Hyères-, dont la société est en cours de constitution, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « l'occupant », ou le « bénéficiaire »,

D'autre part

EXPOSE PRÉALABLE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à disposition un emplacement d'une surface de 145 m², situé Parc Olbius Riquier sur la commune de la Hyères-les-Palmiers, en vue d'y exercer la location de poneys et l'exploitation de la buvette.

Conformément aux dispositions des articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole a lancé une procédure d'appel à candidatures par la publication d'un avis sur le site internet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée du 06 décembre 2022 au 06 janvier 2023. L'ouverture des plis s'est déroulée le 17 janvier 2023.

Lors de la commission d'attribution qui s'est tenue le 22 juin 2023, la candidature de Mme Valentine CARO a été retenue.

Il y a donc lieu pour la Métropole d'autoriser cette dernière à louer des poneys et à exploiter la buvette du parc Olbius Riquier à Hyères-les-Palmiers.

ARTICLE 1 – OBJET

Madame Valentine CARO, domiciliée 20, avenue de Gambetta, 83400 Hyères-les-Palmiers, est autorisée, en vue d'y exercer l'activité de location de poneys et l'exploitation d'une buvette avec terrasse qui ne pourra servir que des boissons du 1er groupe conformément à la définition qui en est donnée à l'article L.3321-1 du Code de la santé publique :

- Un espace de stationnement pour les poneys d'environ 83 m²,
- Kiosque d'une superficie d'environ 16,80 m² à la disposition de l'exploitant,
- Un espace d'environ 45 m² destiné à l'installation d'une terrasse ouverte.

Cette occupation, conférée à titre personnel, ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de **5 (cinq) ans** à compter de la notification.

La présente convention, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

Redevance d'occupation :

L'Occupant versera une redevance annuelle, hors charges locatives, payable d'avance trimestriellement, conformément à la proposition présentée dans son dossier de candidature.

Le montant initial de la redevance est fixé à 8 000€ TTC (huit mille € TTC) par an, **soit 2000 € TTC (deux mille euros TTC) par trimestre.**

Elle sera révisée automatiquement à la date anniversaire de la convention, chaque année et pour la première fois en 2024 en fonction des variations subies par l'Indice l'indice INSEE des loyers commerciaux (ILC) avec pour référence l'ILC du 1^{er} trimestre 2023 (128,68), selon la formule :

$$R(n) = R \times (I(n) / I(n-1))$$

R(n) = redevance de l'année en cours

R = redevance initiale (8 000 € TTC)

I(n) = indice ILC du 1^{er} trimestre de l'année

I(n-1) = indice ILC du 1^{er} trimestre 2023 (128,68)

Pour la dernière année, la redevance sera calculée au prorata-temporis du temps d'occupation.

En cas de remplacement d'un indice de révision par un autre en cours d'exécution de la présente, il sera fait application de plein droit du nouvel indice de substitution édité par le Ministère de l'économie, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Dépôt de garantie :

Il est demandé le versement d'un dépôt de garantie correspondant à un trimestre de redevances soit 2 000 € TTC (deux mille euros TTC) à la signature de la convention.

Cette somme, non productrice d'intérêts, sera remboursée à la fin de la mise à disposition.

Charges locatives :

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, d'eau, de téléphone, de fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Il fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

Impôts

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

Modalités de règlement :

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM RODP CARO** ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure

quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 4 – CARACTERE PERSONNEL ET INCESSIBLE

La présente convention est souscrite à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom du bénéficiaire et à la fin de la présente convention, dernier délai, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Cette convention ne dispense pas son bénéficiaire du respect des règlements d'urbanisme, notamment en matière de délivrance de permis de construire, de déclaration préalable ou d'autorisation de travaux.

L'emplacement, objet de la présente convention, fait partie intégrante du domaine public. A ce titre, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- se prévaloir de la propriété commerciale,
- mettre en gérance ou sous-louer l'emplacement,
- se prévaloir des dispositions des articles L. 145-1 à L.145-60 du Code de commerce.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'OCCUPATION

L'Occupant **est tenu d'exploiter** les espaces mis à sa **disposition à l'année** et lors de tous les **événements organisés dans le parc Olbius Riquier**.

Il s'engage à respecter les éléments indiqués dans sa candidature, notamment **les horaires d'ouverture ainsi que la gamme tarifaire**.

Compte tenu de la durée de la convention, le Bénéficiaire pourra proposer des ajustements, notamment sur les horaires d'ouverture, qui seront soumis à l'approbation expresse de la Métropole.

Le Bénéficiaire s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,
- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail,
- à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- la réglementation relative à la détention d'équidés,

- l'arrêté municipal n° 889 du 6 septembre 2011 prévoyant notamment les horaires d'ouverture et de fermeture du Parc Olbius Riquier,
- à être régulièrement inscrit au registre du commerce ou des métiers pour l'activité qu'il exerce et à respecter la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène alimentaire et de normes sanitaires,

L'emplacement et ses abords resteront dans un état de parfaite propreté en tout temps. A cet effet, l'occupant prendra en charge les déchets et l'installation de poubelles et/ou de conteneurs.

Pour assurer cette exploitation le bénéficiaire fera son affaire personnelle, sans engagement d'aucune sorte de la Métropole et en conformité avec les lois et règlements en vigueur, de l'aménagement de la dépendance du domaine public communal ainsi que du mobilier et matériel nécessaires à l'exploitation.

Le bénéficiaire devra se conformer aux lois et règlements en matière de sécurité, législation du travail, prix, hygiène, urbanisme etc...

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle et sans engagement d'aucune sorte de la Métropole de son inscription au Registre du Commerce et des Sociétés, qu'il devra maintenir de façon continue jusqu'à l'expiration de la présente, et plus généralement de toutes les autorisations administratives permettant d'assurer l'ouverture et l'exploitation de l'activité faisant objet de cette convention et ce en conformité avec la législation en vigueur.

Le bénéficiaire devra, avant le début d'exploitation, fournir à la Métropole :
un extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis), – une copie de sa déclaration auprès de l'Institut français du cheval et de l'équitation, – une copie de la carte d'immatriculation et du document d'accompagnement de chaque poney, – un certificat sanitaire des animaux délivré par un organisme officiel (vétérinaire, direction des services vétérinaires) pour chaque poney, – une copie du registre d'élevage, – une copie de la déclaration des lieux de détention dont il est responsable, – en cas de détention de trois équidés ou plus, une attestation de déclaration d'un vétérinaire sanitaire.

Le bénéficiaire devra respecter le règlement intérieur du parc Olbius Riquier et notamment obtenir l'autorisation d'entrer dans le parc pour les véhicules de livraison destinés à l'approvisionnement.

Les animaux seront amenés au parc le matin et ramenés le soir dans leur écurie aux frais exclusifs de l'exploitant. Le véhicule de transport des animaux devra être stationné en dehors du parc.

L'activité devra être arrêtée une demi-heure au moins avant la fermeture du parc. En cas de fermeture du parc sans préavis pour raisons climatiques, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

En tant que loueur d'équidés, et en l'absence d'un titulaire du Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation et des Sports, mention « Tourisme Équestre », les poneys devront obligatoirement être maintenus durant la promenade par les parents et seront sous leur entière responsabilité. Cette obligation devra faire l'objet d'un affichage visible du public sur le lieu d'exploitation.

Le bénéficiaire devra faire respecter un circuit unique de promenade à poneys.

Le port de la bombe ou du casque est obligatoire.

L'état du matériel utilisé, de la sellerie et du harnachement ne doit mettre en danger ni la sécurité des cavaliers, ni à la santé du poney. Les cuirs et aciers devront être tenus en constant état de propreté. Toute pièce détériorée ou usagée devra être réparée ou remplacée.

Tous les tarifs doivent faire l'objet d'un affichage dans les lieux où la prestation est proposée au public. Cet affichage doit consister en l'indication sur un document unique de la liste des prestations offertes et du prix de chacune d'elles. Le document doit être lisible de l'endroit où la clientèle est habituellement reçue.

Le bénéficiaire devra laisser l'emplacement des installations et le circuit emprunté par les poneys en parfait état de propreté, enlever immédiatement les déjections, et faire son affaire de la nourriture, de la boisson et du transport de ses animaux.

Les droits et obligations des deux parties contractantes sont réglés conformément au droit général des contrats administratifs portant occupation du domaine public pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente convention.

ARTICLE 6 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX

6-1 : Jouissance des lieux

Le bénéficiaire prendra l'emplacement dépendant du domaine public métropolitain dans l'état où il se trouve le jour de son entrée en jouissance sans pouvoir exiger aucune remise en état ou réparation, ni faire aucune réclamation à ce sujet pour quelque motif que ce soit, même en cas de force majeure ou pour toutes autres causes quelconques intéressant l'état de cet emplacement et notamment en raison de la nature du sol, du sous-sol ainsi que pour toutes autres raisons.

Le bénéficiaire ne pourra réaliser aucune construction fixe à caractère définitif sans l'accord écrit de la Métropole.

Les améliorations et réparations resteront acquises à la Commune en fin de convention sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

L'Occupant et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

6-2 : Etat des lieux

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal d'état des lieux constatant le détail des biens meubles et immeubles, assorti d'un inventaire de ces biens. Contresignés par les deux parties, ces documents seront annexés à la présente convention.

Après toute modification des lieux et biens meubles ou immeubles intervenant après l'entrée en jouissance par l'Occupant, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux et inventaire complémentaires seront établis.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

Le bénéficiaire prendra l'emplacement dépendant du domaine public communal dans l'état où il se trouve le jour de son entrée en jouissance sans pouvoir exiger aucune remise en état ou réparation, ni faire aucune réclamation à ce sujet pour quelque motif que ce soit, même en cas de force majeure ou pour toutes autres causes quelconques intéressant l'état de cet emplacement et notamment en raison de la nature du sol, du sous-sol ainsi que pour toutes autres raisons.

Le bénéficiaire ne pourra réaliser aucune construction fixe à caractère définitif sans l'accord écrit de la Commune.

Les améliorations et réparations resteront acquises à la Commune en fin de convention sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 7 – TRAVAUX

Le kiosque est mis à disposition en l'état. Les aménagements de réhabilitation et de mise aux normes seront à l'entière charge de l'occupant qui devra, le cas échéant, déposer une déclaration préalable auprès du Service Urbanisme de la Commune.

L'Occupant aura l'obligation d'installer et ou de maintenir des sanitaires (toilettes et lave-mains isolés matériellement) à l'intérieur du kiosque et conformes aux exigences réglementaires applicables à son activité.

Le kiosque étant mis à disposition en l'état et vide de tout bien mobilier, l'occupant fera son affaire de l'aménagement mobilier intérieur et extérieur. Il devra veiller à la bonne harmonie du mobilier d'extérieur installé en terrasse avec l'ensemble du parc. Le matériel d'équipement (tables, chaises, parasols) en terrasse devra être de qualité, sobre, élégant.

L'Occupant exécutera lui-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par la personne de son choix et à ses frais, les travaux ayant reçu les autorisations préalables de la Métropole.

En fin de travaux, sera établi un constat de réalisation des travaux fait contradictoirement entre l'Occupant et la Métropole.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, l'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés énoncés ci-dessus ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

L'Occupant devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettra à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

L'Occupant fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 15 août**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

8-1 : Polices d'assurances

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

8-2 : Sinistre

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont l'Occupant pourrait être victime dans les locaux loués.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ DE L'OCCUPANT

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.

- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 10 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

ARTICLE 11 – RENOUVELLEMENT

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 12 – CESSATION

Toute cessation, ou cession de commerce, devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le bénéficiaire de la convention sera alors tenu de demander la résiliation de la présente convention. A défaut, il continuera d'être redevable des droits d'occupation.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais du Bénéficiaire (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui et à ses frais.

1°/ La cessation à l'initiative du bénéficiaire

A la demande du bénéficiaire, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire, notamment :

- non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus,
- non-paiement des redevances afférentes à l'occupation du domaine public,
- si le bénéficiaire n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans le cadre de son activité,
- est en situation de liquidation judiciaire ou condamnation pénale.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

ARTICLE 13 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 14 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée,

Valentine CARO

Jean Pierre GIRAN